

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 mars 2005
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 125 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission des Nations Unies
en Bosnie-Herzégovine****Rapport final sur l'exécution du budget
de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine****Rapport du Secrétaire général*****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–4	3
II. Rapport final sur l'exécution du budget	5–9	3
III. Informations actualisées sur la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix	10–12	5
IV. Décisions que doit prendre l'Assemblée générale	13	6

* La soumission du présent rapport a été retardée en raison de consultations internes.



Résumé

On trouvera ci-après le rapport final sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH).

Le rapport présente des renseignements sur les recettes et les dépenses, l'actif, le passif et le solde du fonds au 30 juin 2004, qui peuvent être récapitulés comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>
Liquidités	26 337
À déduire : passif	19 155
Disponibilités	7 182
Quotes-parts à recevoir et débiteurs divers	37 688
Solde du fonds	44 870

Les décisions que doit prendre l'Assemblée générale sont indiquées à la section IV du rapport.

I. Introduction

1. Par sa résolution 1035 (1995) du 21 décembre 1995, le Conseil de sécurité a créé une force de police civile des Nations Unies, devant porter le nom de Groupe international de police (GIP), chargée des tâches prévues dans l'annexe 11 de l'Accord-cadre pour la paix en Bosnie-Herzégovine et ses annexes (dénommées collectivement l'Accord de paix, A/50/790-S/1995/999, annexe) et un bureau civil des Nations Unies chargé de s'acquitter des responsabilités énoncées dans le rapport du Secrétaire général daté du 13 décembre 1995 (S/1995/1031). Cette opération a été désignée du nom de Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH). Le Conseil de sécurité a par la suite élargi le mandat et la composition de la MINUBH par ses résolutions 1103 (1997) du 31 mars 1997 et 1107 (1997) du 16 mai 1997.

2. Conformément à la résolution 1423 (2002) du Conseil de sécurité du 12 juillet 2002, le mandat de la MINUBH a pris fin le 31 décembre 2002.

Liquidation

3. Le retrait de la Mission a été achevé au 31 décembre 2002, la clôture administrative de la MINUBH a été effectuée du 1^{er} janvier au 30 juin 2003.

Liquidation des avoirs

4. Les renseignements sur la liquidation des avoirs de la MINUBH ont été présentés dans le rapport du Secrétaire général daté du 23 février 2004 (A/58/720). L'Assemblée générale en a pris note dans sa résolution 58/300 du 18 juin 2004.

II. Rapport final sur l'exécution du budget

5. Comme il est indiqué au tableau 1 ci-après, le montant total des recettes, provenant des quotes-parts des États Membres et des contributions volontaires en nature budgétisées, qui ont été portées au crédit de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine s'élève à 1 127 301 000 dollars. L'Assemblée générale a ouvert des crédits du montant total des quotes-parts pour financer le fonctionnement de la Mission.

6. Les dépenses se sont élevées à 986 685 000 dollars mais après déduction des 24 799 000 dollars représentant les économies résultant de l'annulation ou de la réduction d'engagements sur exercices antérieurs, leur montant net s'est établi à 961 886 000 dollars. Le solde inutilisé des crédits ouverts s'est élevé à 165 415 000 dollars, dont 136 942 000 dollars ont été restitués aux États Membres sous forme de crédits, ce qui laisse un solde inutilisé de 28 473 000 dollars.

Tableau 1
**Recettes, dépenses et solde du fonds pour la période
 allant de la création (21 décembre 1995) au 30 juin 2004**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>
Recettes	
Quotes-parts mises en recouvrement	1 127 149
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	152
Total des recettes	1 127 301
Dépenses	
Dépenses ^a	986 685
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	(24 799)
Montant net des dépenses	961 886
Solde inutilisé	165 415
Sommes portées au crédit des États Membres	(136 942)
Solde des crédits ouverts	28 473
Contributions volontaires en espèces	6
Intérêts créditeurs	17 152
Recettes diverses/accessoires	19 884
Ajustements sur exercices antérieurs	(723)
Sommes portées au crédit des États Membres	(19 922)
Solde du fonds	44 870

^a Y compris les contributions volontaires en nature budgétisées.

7. Les autres recettes, d'un montant de 37 042 000 dollars, provenaient de contributions volontaires en espèces (6 000 dollars), d'intérêts créditeurs (17 152 000 dollars) et de recettes diverses ou accessoires (19 884 000 dollars). Sur ce montant, 19 222 000 dollars ont été portés au crédit des États Membres. En outre, des ajustements sur exercices antérieurs d'un montant de 723 000 dollars ont été déduits du solde du fonds.

8. L'actif et le passif de la MINUBH au 30 juin 2004 sont présentés dans le tableau 2 ci-après, avec le solde du fonds.

Tableau 2
Actif, passif et solde du fonds au 30 juin 2002

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>
Actif	
Liquidités	26 337
À déduire : passif	19 155
Montant net des disponibilités	7 182
Quotes-parts non acquittées et autres sommes à recevoir ^a	37 688
Actif net	44 870
Solde du fonds	44 870

^a Y compris un montant de 59 000 dollars au titre d'autres comptes à recevoir, d'autres comptes à recevoir d'États Membres et de transactions interservices en attente.

9. L'actif de la MINUBH au 30 juin 2004 comprenait un montant de 37 688 000 dollars au titre des quotes-parts non acquittées et autres sommes à recevoir, ainsi que des liquidités d'un montant de 26 337 000 dollars. Les quotes-parts non acquittées et autres sommes à recevoir seront liquidées une fois que les sommes dues auront été reçues des États Membres.

III. Informations actualisées sur la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix

10. Au 30 juin 2004, les montants prélevés sur les liquidités de missions dont le mandat est terminé, et non remboursés, s'établissaient à 49 816 000 dollars, dont 47 816 000 dollars empruntés à des missions terminées présentant un solde de trésorerie, et 2 millions de dollars au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT). Entre le 1^{er} juillet 2004 et le 28 février 2005, de nouveaux prélèvements ont été effectués pour le compte de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) (2,5 millions de dollars), de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (55 millions de dollars), de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) (5 millions de dollars) et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) (13,5 millions de dollars). Ces prélèvements ont été nécessités par des déficits de trésorerie notables à la MINURSO, à la MINUK, à la MONUG et au TPIR, causés par le fait que des quotes-parts de montant important n'avaient pas été acquittées et mettant en péril la viabilité de ces missions. Des 83 millions de dollars prélevés au total pour le compte de la MINUK, 68 millions de dollars ont été remboursés. Des prélèvements à court terme ont également été effectués pour le compte du Fonds général, et intégralement remboursés. Les prélèvements non remboursés s'élevaient au 28 février 2005 à 57 816 000 dollars, et on prévoit qu'il faudra continuer à effectuer des prélèvements sur les soldes d'opérations de maintien de la paix terminées pour le compte de ces missions. Le remboursement de ces prélèvements est fonction exclusivement du versement des quotes-parts non acquittées.

11. En outre, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1565 (2004) du 1^{er} octobre 2004, a autorisé le déploiement de capacités supplémentaires pour la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Il est probable que le Conseil autorisera dans le courant du mois la création d'une grande opération de maintien de la paix au Soudan. Le budget révisé de la MONUC et les dispositions financières concernant la mission au Soudan jusqu'au 30 juin 2005 seront examinés par l'Assemblée générale lors de la première partie de la reprise de sa cinquante-neuvième session. Le budget de la mission au Soudan pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 et celui allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 seront examinés par l'Assemblée pendant la première partie de sa soixantième session.

12. Les liquidités détenues au 28 février 2005 dans le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix s'élevaient à 134,1 millions de dollars. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé, en vertu de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994, un engagement de dépenses d'un montant de 100 millions de dollars, dont 50 millions de dollars pour le Soudan avant que le Conseil de sécurité ait énoncé le mandat de la mission, et 50 millions de dollars pour la MONUC. Lorsque le Conseil aura décidé d'autoriser une opération au Soudan, qui devrait être déployée rapidement, des gouvernements s'étant fermement engagés à fournir des contingents, les besoins de trésorerie seront immédiats, avant même que l'Assemblée générale ait examiné et approuvé le budget détaillé pour les exercices 2004-2005 et 2005-2006. Entre-temps, il faudra donc obtenir, pour financer une partie des dépenses nécessaires, une nouvelle autorisation d'engagement de dépenses d'un montant de 50 millions de dollars pour le Soudan, à prélever sur le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix. Lorsque l'Assemblée aura pris une décision en mars sur la MONUC et la future mission au Soudan, des avis de mise en recouvrement seront émis en avril. Le démarrage de la mission au Soudan et l'expansion de la MONUC devraient nécessiter environ 900 millions de dollars. Le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix servira également à financer au début l'expansion de la MONUC et la nouvelle opération au Soudan avant que les quotes-parts aient été reçues. L'expérience montre qu'il se produit un délai notable, de l'ordre de 60 à 120 jours, entre le moment où sont émis les avis de mise en recouvrement et celui où les quotes-parts sont reçues. En conséquence, les disponibilités du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix (134,1 millions de dollars) ne suffiront pas à couvrir les montants en espèces qui seront nécessités selon les prévisions par la mission au Soudan et l'expansion de la MONUC. En attendant le versement des quotes-parts, l'écart serait comblé par des prélèvements sur le compte de missions terminées.

IV. Décisions que doit prendre l'Assemblée générale

13. Le Secrétaire général propose de reporter le montant des disponibilités détenues sur le compte spécial de la MINUBH au 30 juin 2004, soit 7 182 000 dollars. Le Secrétaire général présentera un rapport sur la question à l'Assemblée générale à sa soixantième session.